

Le SNUEP-FSU engagé au quotidien pour les élèves et les personnels de la filière Gestion Administration

Le ministère a fait le choix de supprimer la moitié des places disponibles, pour les élèves, dans les sections de bac pro Gestion Administration (GA) d'ici 2022.

Le SNUEP-FSU, qui s'est opposé à la création de ce baccalauréat, a toujours œuvré de manière déterminée pour des mesures permettant d'y améliorer les conditions de travail des personnels et d'études des élèves. Il a obtenu une baisse de la pression certificative et le retrait du caractère obligatoire de la mise en place des scénarios.

Face aux nouvelles annonces, le SNUEP-FSU poursuit son engagement en ce sens et intervient au niveau local comme au niveau national pour dénoncer les choix qui ne vont pas dans le bon sens et porter les revendications des personnels.

Concernant le projet du nouveau baccalauréat Assistance et Gestion des Organisations (AGO), le SNUEP-FSU dénonce le découpage du référentiel en blocs de compétences où savoirs professionnels et savoirs généraux seront amalgamés. Ce découpage risque de déstructurer le diplôme, empêchant pour un nombre important de jeunes l'accès à un premier niveau de qualification par un diplôme – condition essentielle pour leur avenir scolaire et professionnel.

L'introduction massive du numérique dans le référentiel est déconnectée de la réalité des établissements qui souffrent, pour beaucoup, d'un manque de matériel et de connexions internet efficaces. D'autant qu'il n'est pas envisagé de formation solide pour les personnels.

Le ministère conseille fortement aux équipes de "colorer les diplômes" en attachant aux sections d'établissement des spécialisations (médico-social, immobilier, bois...). Cette coloration nécessite un travail conséquent des équipes qui doivent aménager leur progression et se mobiliser pour des actions avec des partenaires extérieurs. Le SNUEP-FSU a obtenu qu'une note soit envoyée aux rectorats pour préciser que ce dispositif n'a pas de caractère obligatoire. Les inspectrices et inspecteurs ne peuvent donc pas l'imposer. Le ministère a confirmé que les colorations ne garantissent pas le maintien des sections, celles-ci pourront fermer d'ici à 2022. De plus, ces colorations ne sont pas des options et ne seront pas inscrites sur le diplôme. Elles n'auront donc aucune valeur aux yeux des entreprises dans le recrutement futur de nos élèves.

Le SNUEP-FSU a toutefois obtenu l'abandon de deux dispositifs chronophages qui n'apportaient aucune plus-value pour les jeunes : les fiches « Cerise » et le passeport professionnel.

Concernant l'accompagnement des personnels pour des reconversions, le SNUEP-FSU dénonce les propos choquants de certain-es responsables – comme ceux proférés dans l'académie de Montpellier. Mais au-delà de ces propos, c'est l'ensemble des pratiques de "ressources humaines" qui est scandaleuse.

Lorsque le ministère a mis en place le protocole d'accompagnement des collègues de GA, le SNUEP-FSU a demandé un véritable accompagnement. Or, des rectorats ne le mettent pas en place et d'autres ne le respectent pas. Les reconversions envisagées dans d'autres disciplines ne sont pas accompagnées de formations ambitieuses. Les entretiens de reconversion sont menés par les mêmes inspecteurs et inspectrices qui ont promu à tout crin le bac pro GA et ont exercé des pressions énormes sur les enseignantes et enseignants de GA. Pourtant, le SNUEP-FSU a obtenu que le protocole précise qu'ils soient effectués par des personnels neutres.

Le SNUEP-FSU a alerté le ministère et obtenu que le détachement dans le corps des professeur-es des écoles ne soit plus conditionné à la détention d'un diplôme de niveau licence. Dorénavant tous les PLP GA peuvent prétendre à devenir professeur-e des écoles et nous continuons à exiger qu'il en soit de même pour les détachements dans le corps des certifié-es.

Dans les académies, le SNUEP-FSU a pu empêcher des mesures de cartes scolaires pour des collègues en se mobilisant fortement contre des suppressions de postes.

Le SNUEP-FSU continue d'exiger des moyens pour permettre à tous les collègues qui en font la demande de bénéficier de congés pour formation ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Le SNUEP-FSU continue à alerter le ministère sur des académies où les problèmes sont massifs comme Rouen, qui verra plus de la moitié des places d'accueil GA supprimée à la rentrée 2020, ou Nice dont les inspecteurs et inspectrices des disciplines d'accueil potentielles bloquent les possibilités de reconversion.

Le SNUEP-FSU dénonce toujours ces destructions d'emplois qui relèvent de choix passés irresponsables. Il exige du respect, de la rigueur et de l'ambition pour les collègues et les élèves qui sont les premières victimes de ces choix. Le SNUEP-FSU dénonce aussi le peu d'alternatives au bac pro GA pour accueillir ces dernier-es.

Le SNUEP-FSU prendra toutes ses responsabilités dans des actions syndicales futures si le ministère ne rectifie pas rapidement sa démarche qui aujourd'hui est loin de répondre à la gravité de la situation.